

Et que fait le gouvernement? Les ministres responsables de la conjoncture actuelle s'en vont festoyer à Hull, à un déjeuner si fastueux que l'hôte en a rougi en voyant la facture. Un déjeuner de \$100 le couvert pour ceux qui semblent ne pas même remarquer que des milliers de Canadiens perdent leur emploi, comme je viens de le dire.

Des voix: Quelle honte!

M. Stevens: Voyons cela de plus près . . .

Une voix: Honte à MacEachen!

M. Stevens: . . . car ce même budget déclare que le gouvernement remet à plus tard ce qu'il avait déjà envisagé de faire à propos de l'AEIE. Le gouvernement ne semble plus désireux de toucher à cette affaire. Il me semble qu'il faut faire quelque chose si l'on veut remettre les Canadiens au travail, surtout dans le secteur manufacturier. Même le gouvernement actuel devra bien admettre qu'il y a quelque chose d'injuste, étant donné par exemple que la société Mitsui, la 39^e plus importante au Canada, a un chiffre d'affaires de 1.541 milliard de dollars au Canada tout en n'employant que 140 personnes. Par contraste, on constate que la 38^e plus importante société canadienne, la Defasco, a presque le même chiffre d'affaires au Canada, et elle emploie 14,100 personnes.

Votre Honneur peut-il m'expliquer la logique de tout cela: d'une part, si l'on veut construire une usine au Canada, il faut se soumettre à une longue enquête et risquer un refus, et d'autre part, si l'on veut simplement fabriquer ces mêmes produits ailleurs dans le monde et les vendre au Canada, on appelle cela du libre-échange? C'est cela, le libre-échange. Cela nous plaît, en dépit du fait que cette activité commerciale procure très peu d'emplois aux Canadiens.

● (2030)

Si le gouvernement ne prend pas conscience de cette réalité, nous assisterons non pas à une simple récession, ni même à une grave récession, mais bien à la pire dépression qui ait jamais frappé le Canada. Il me semble qu'il est temps de déployer tous nos efforts en vue de faire entendre raison au gouvernement, avant qu'il ne soit trop tard.

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, ce n'est pas un débat auquel nous assistons; on dirait que c'est une veillée mortuaire. Il y en a au moins quelques-uns parmi nous qui comprennent jusqu'à quel point cette nouvelle structure d'impôts découragera les Canadiens les plus ambitieux, qu'ils travaillent pour d'autres ou qu'ils soient à leur propre compte, qu'ils soient salariés ou créateurs d'emplois. Tous les Canadiens ont été découragés quand ils ont appris le contenu du budget.

J'ai été vivement intéressé par un document qui a fait l'objet d'une fuite il n'y a pas tellement longtemps et j'aimerais en citer un extrait. On y lit que dans presque toutes les industries au Canada, peu importe où elles se trouvent, la productivité augmente moins rapidement que dans les autres pays du monde.

Le budget—M. McCain

Ce matin, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des gens qui créent des emplois au Canada, je veux parler des conditionneurs d'aliments. J'ai parlé de nos conditionneurs d'aliments à maintes reprises à la Chambre. C'est regrettable, mais à chaque occasion j'ai été obligé de reconnaître que si un nouvel investisseur était disposé à investir à profit, l'industrie du conditionnement des aliments serait probablement la dernière où il voudrait placer ses fonds. Quand les conditionneurs actuels en étaient à leurs débuts, le climat était beaucoup plus favorable qu'il ne l'est de nos jours. A la suite de ce budget, les conditionneurs d'aliments ont essayé un autre revers. En effet, leur cas illustre bien cette définition formulée par les fonctionnaires qui ont fait cette recommandation ou cette description, c'est-à-dire que dans les entreprises industrielles du Canada, peu importe où elles se trouvent, la productivité augmente moins rapidement que dans les autres pays du monde.

Si vos profits sont de 2.5 p. 100 à l'heure actuelle, vous ne pouvez pas moderniser et remplacer votre machinerie. Qu'est-ce qui arrive? Le taux d'imposition monte, l'amortissement baisse sans qu'on offre un encouragement quelconque à cet important groupe de gens pour qu'ils puissent entreprendre la modernisation nécessaire. Il y a des agriculteurs ou des personnes de l'Ontario s'intéressant à l'agriculture qui siègent au caucus libéral et qui devraient bien comprendre que le secteur du conditionnement va grandement souffrir de ces mesures. Il s'agit pourtant d'un secteur essentiel aux gens de l'Ontario comme à ceux du Nouveau-Brunswick. S'ils ne subissent pas eux-mêmes les conséquences de ces mesures, les agriculteurs les subiront. Mais de toute façon, les consommateurs vont s'en ressentir. Un facteur qui a grandement contribué à gonfler le prix des aliments, c'est certes le fait que le gouvernement ait supprimé toute mesure encourageant le secteur du conditionnement des aliments à améliorer sa capacité.

Je tiens à prévenir ces gens de l'Ontario parce que, au cours des 18 prochains mois, il se tiendra d'autres négociations dans le cadre du GATT. Si nous nous montrons aussi généreux envers les autres pays que lors des dernières négociations, l'agriculteur et le conditionneur canadiens vont franchement souffrir du fait que nous allons accorder à des pays étrangers des avantages commerciaux, sans pour autant obtenir pour nos propres producteurs des mesures de réciprocité. Cela s'est déjà produit. Nous avons levé le droit sur la viande rouge importée au Canada pour ensuite être forcés de présenter un bill limitant les importations. Ce bill est à l'étude depuis un certain temps et il reste encore à la Chambre à l'approuver. C'est un exemple des mesures que nous serons peut-être appelés à prendre. Si nous continuons à abandonner notre marché aux autres, aux pays du tiers monde ou à d'autres, l'industrie du conditionnement alimentaire au Canada ne peut qu'en pâtir encore davantage et, de ce fait, les agriculteurs également. Il n'y a plus aucun stimulant pour l'industrie. Les possibilités d'emploi risquent de diminuer, ou le consommateur de payer davantage, ou encore l'agriculteur de gagner moins. Je demande aux députés d'en face de lire ce que contient le budget et ils comprendront ce que je veux dire.